

**09.3344 Motion Luginbühl Werner.
Steigerung der Attraktivität
des Stiftungsstandortes Schweiz Motion Luginbühl Werner.
Fondations. Renforcer
l'attractivité de la Suisse**

[Einreichungsdatum 20.03.09](#) [Date de dépôt 20.03.09](#) [Ständerat/Conseil des Etats 11.06.09](#) [Bericht WAK-NR 06.10.09](#) [Rapport CER-CN 06.10.09](#) [Nationalrat/Conseil national 10.12.09](#)

Antrag der Mehrheit
Annahme der modifizierten Motion

Antrag der Minderheit
(Fehr Hans-Jürg, Fässler, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Rennwald, Schelbert, Thorens Goumaz, Zisyadis)
Ablehnung der Motion

Proposition de la majorité
Adopter la motion modifiée

Proposition de la minorité
(Fehr Hans-Jürg, Fässler, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Rennwald, Schelbert, Thorens Goumaz, Zisyadis)
Rejeter la motion

Kaufmann Hans (V, ZH), für die Kommission: Ihre WAK hat am 6. Oktober die von Ständerat Luginbühl eingereichte Motion, die eine Steigerung der Attraktivität des Stiftungsstandortes Schweiz fordert, vorgeprüft und diese, wie zuvor schon der Ständerat, gutgeheissen, und zwar mit 17 zu 8 Stimmen. Allerdings hat Ihre WAK von ihrem Recht Gebrauch gemacht, Änderungen am Motionstext vorzunehmen, und zudem beschlossen, eine Kommissionsmotion als Ergänzung zur Motion Luginbühl einzureichen. Diese Kommissionsmotion fordert die Schaffung eines nationalen Registers und die Verbesserung der statistischen Grundlagen im Stiftungswesen.

Worum geht es im Detail? Der Bundesrat soll beauftragt werden, den Stiftungsstandort Schweiz für in- und ausländische Stiftungen attraktiv zu halten. Dabei sollen insbesondere die Entwicklungen im europäischen Stiftungswesen berücksichtigt werden. Die Rahmenbedingungen für gemeinnützige Förderstiftungen wie auch für Familienstiftungen sollen fiskalisch ebenso attraktiv ausgestaltet werden wie im Ausland. Um deren gemeinnütziger Rolle die entsprechende Bedeutung zu geben, soll der Bundesrat prüfen, ob von den Stiftungen eine minimale Ausschüttungsquote gefordert werden soll. Ihre WAK hat nun den Prüfauftrag bezüglich der minimalen Ausschüttungsquoten durch einen anderen Prüfauftrag ersetzt, der eine Revision der Stiftungsaufsicht zum Ziel hat. Wir kamen zum Schluss, dass eine minimale Ausschüttungsquote vor allem bei kleinen Stiftungen nicht sinnvoll ist, denn diese müssen oft über mehrere Jahre Erträge erzielen, damit sie überhaupt eine sinnvolle Vergabung vornehmen können. Der Bundesrat seinerseits hat bereits im Ständerat seine Bereitschaft signalisiert, die Stiftungsaufsicht zu überprüfen.

Was die Stärkung des Stiftungsstandortes Schweiz anbetrifft, so stellt Ihre WAK fest, dass sich die Rahmenbedingungen im Ausland laufend verbessern und die Schweiz als einstmals sehr attraktiver Stiftungsstandort ins Hintertreffen geraten könnte. Deshalb erachtet eine Mehrheit der Kommission Handlungsbedarf als gegeben. Der Bundesrat ist ebenfalls dafür, dass die Motion angenommen wird. Eine Minderheit erachtet die Schweiz weiterhin als Stiftungsparadies; insbesondere für Familienstiftungen sollen keine steuerlichen Privilegien geschaffen werden.

Um die Arbeiten weiterführen zu können und Klarheit über den Stiftungsstandort zu haben, ist die WAK auf zuverlässige statistische Grundlagen im Stiftungswesen angewiesen. Solche brauchbaren

Statistiken bestehen leider nicht; die heutigen Statistiken sind nur rudimentär, sie sind lückenhaft und undifferenziert. Deshalb schlägt Ihnen Ihre WAK mit einer Kommissionsmotion die Schaffung eines nationalen, elektronisch zugänglichen Registers für gemeinnützige Stiftung in der Schweiz vor. Damit ist nicht eine grosse administrative Bürokratie gemeint, sondern ein einfaches Stiftungsregister, das auch kirchliche Stiftungen und Familienstiftungen erfassen soll, die keiner staatlichen Aufsicht unterstehen und nicht im Handelsregister eingetragen sind.

Ich bitte Sie im Namen der Mehrheit Ihrer Kommission, sowohl der Motion Luginbühl als auch der Kommissionsmotion der WAK zuzustimmen.

de Buman Dominique (CEg, FR), pour la commission: La motion Luginbühl a été adoptée par le Conseil des Etats le 11 juin 2009, par 20 voix contre 10, et le Conseil fédéral propose de l'accepter. Cette motion a suscité pas mal de scepticisme au sein du Conseil des Etats qui en a certes approuvé l'objectif, mais qui a estimé, en substance, qu'il s'agissait davantage d'un postulat, que le contenu et les objectifs décrits étaient vagues, que les points de référence n'étaient pas chiffrés, et qu'il y avait déjà eu récemment une révision du droit des fondations. Indépendamment de ces circonstances, le contenu de la motion Luginbühl a suscité un certain nombre de reproches, notamment quant à l'objectif visant les fondations de famille et également la distribution d'une quote-part qui pourrait présenter un certain nombre de dangers financiers.

Malgré toutes ces réserves et toutes les critiques émises au sujet du texte de la motion, le Conseil des Etats a estimé que l'objectif général, c'est-à-dire de rendre ou de maintenir les fondations suisses ou étrangères attractives sur la scène internationale et sur le plan européen en particulier, était justifié, et c'est pour ce motif-là que votre commission - qui a examiné le texte adopté par le Conseil des Etats - a adopté la motion, par 17 voix contre 8, avec toutefois deux modifications de fond. Au terme de la procédure parlementaire, comme vous le savez, nous pouvons modifier un texte même s'il a été adopté par le Conseil des Etats. Les deux modifications de fond sont les suivantes.

La première modification est qu'il ne faut pas chercher à atteindre une quote-part de distribution, parce qu'une distribution pourrait, sur le plan financier, mener à des risques de placement inconsidérés; cette décision a été prise par la commission par 17 voix contre 8.

La deuxième modification a trait à la révision de la surveillance des fondations; ce deuxième objectif a été approuvé par notre commission à l'unanimité. Je tiens d'ailleurs à signaler que ce point qui n'était pas mentionné dans la motion Luginbühl avait toutefois été évoqué par Madame la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf comme étant un argument justifiant l'acceptation de cette motion pour aller dans le sens général des objectifs du gouvernement.

En résumé, la commission estime que, malgré les remarques sceptiques qui ont été exprimées, on doit envisager que les fondations de famille, même si elles sont de droit privé, gardent une attractivité à la condition toutefois que celle-ci ne s'exerce par sur le plan de la fiscalité de façon déplacée et qu'elles n'aient pas des privilèges injustifiés.

En ce qui concerne la relation avec l'étranger, la commission a pris acte qu'un rapport avait été rédigé sur le plan européen, que le droit allemand avait lui-même été modifié et que la tendance générale de ces droits était d'aller vers une favorisation de ces fondations. La commission ne va pas jusqu'à demander que le droit de ces fondations soit adapté au droit européen. Nous demandons cependant qu'il y ait une meilleure coordination entre le droit national et les législations en vigueur dans d'autres pays non seulement parce que de très nombreuses fondations ont leur siège ou en Suisse ou à l'étranger, mais aussi et surtout parce qu'elles sont actives bien au-delà de nos frontières nationales. Forte de ce résultat qui vise à faire accepter la motion Luginbühl 09.3344 par notre conseil - motion adoptée par le Conseil des Etats, comme Monsieur Kaufmann l'a dit tout à l'heure -, la Commission de l'économie et des redevances a estimé nécessaire en outre de déposer une motion de commission qui, elle, a été acceptée à l'unanimité sur la base d'une proposition de Monsieur Hans-Jürg Fehr. Cette motion de commission est combattue par le Conseil fédéral. Elle prévoit notamment d'instaurer un registre national fondé sur des statistiques, sur des éléments annuels, de telle manière que ces chiffres soient accessibles en ligne pour que toutes les fondations d'utilité publique présentes dans notre pays soient placées sur le même pied.

Je tiens à exposer ici les arguments du Conseil fédéral, qui sont au nombre de trois et qui, si on les suivait, auraient comme conséquence le rejet de la motion de notre commission. Il s'agit, de manière succincte, de l'argument d'une législation à établir, de celui qui concerne une difficulté de l'établissement des statistiques auxquelles je viens de faire allusion et, enfin, de celui relatif aux frais engendrés qui sont, aux yeux du gouvernement, nouveaux et difficilement estimables.

La commission estime toutefois que les arguments du Conseil fédéral ne sont pas convaincants et

que nous devons faire un pas vers une amélioration du statut des fondations et - je me permets de le dire à titre personnel - vers une amélioration générale de la statistique dans notre pays. Dans les domaines du tourisme, de la santé, dans de nombreux autres domaines, qui sont d'ailleurs dans le champ de compétences des cantons, on doit admettre aujourd'hui que les statistiques de la Confédération sont insuffisantes, insatisfaisantes, et qu'il en va aussi de l'économicité des domaines concernés.

Cette motion de la Commission de l'économie et des redevances constitue donc un pas positif vers une plus grande transparence et une meilleure gestion, soit du domaine privé, soit du domaine public. Sur ces considérations, je vous demande d'adopter ces deux motions.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Die erste Frage, die zu stellen ist, ist die nach dem Handlungsbedarf. Wir lassen die Frage vom Dachverband gemeinnütziger Stiftungen der Schweiz, von Profonds, beantworten. Profonds beschreibt die Schweiz nämlich als Stiftungsparadies. Da muss man natürlich die Frage stellen, wohin es denn gehen soll, wenn man schon im Paradies ist. Da kann man sich ja nur aus dem Paradies hinaus bewegen, wenn man etwas verändert - wahrscheinlich in Richtung Stiftungshölle. Das möchten wir nicht. Es gibt unseres Erachtens keinen Handlungsbedarf.

Die Argumentation von Herrn Luginbühl und auch unserer Kommissionsmehrheit besteht darin zu sagen, wir müssten uns an das europäische Umfeld anpassen, an das, was in der EU so vor sich geht. Wenn man dann fragt "An was genau, worauf richtet ihr euch denn aus, an was sollten wir uns anpassen?", dann weiss man es eben nicht, weil gar nichts Erkennbares in Sicht ist, schon gar keine Beschlüsse irgendwelcher europäischer Institutionen. Ich meine, wir sollten in unserem vorauseilenden Gehorsam nicht so weit gehen, dass wir schon ein europäisches Stiftungsstatut vorwegnehmen, bevor es überhaupt eines gibt.

Aber des Pudels Kern liegt natürlich woanders, nämlich bei den Steuerprivilegien. Es geht hier, das sieht man, wenn man genau hinschaut, um Steuerprivilegien, und zwar nicht um die Steuerbefreiung gemeinnützig tätiger Stiftungen, denn die gemeinnützigen Stiftungen sind ja schon steuerbefreit. Also geht es um etwas ganz anderes: nämlich um die Befreiung der Familienstiftungen. Die Familienstiftungen sind aber nicht per se gemeinnützig, sie sind im Gegenteil per se eher eigennützig. Es gibt vielleicht auch hie und da eine gemeinnützige, aber dann ist sie ja steuerbefreit. Also kann es hier nur um diejenigen gehen, die nicht gemeinnützig, also nicht steuerbefreit sind. Es geht genau darum: Man will hier ein neues Steuerschlupfloch schaffen, damit vermögende Leute in diesem Land ihr Vermögen in Familienstiftungen einbringen können, damit sie dann eben Steuerprivilegien bekommen, die bisher nur gemeinnützigen Stiftungen zustehen. Das ist des Pudels Kern, darum geht es hier, und darum ist unsere Minderheit gegen die Motion Luginbühl.

Wir unterstützen hingegen die Motion der nationalrätlichen WAK, die ein nationales Register und bessere statistische Grundlagen über das Stiftungswesen in der Schweiz verlangt. Da gibt es Nachholbedarf; da ist nicht alles so, wie es sein sollte; da können wir besser werden. Wenn wir besser werden können, sind wir die Ersten, die dafür sind.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Was möchte Herr Ständerat Luginbühl mit seinem Vorstoss erreichen? Er möchte den Stiftungsstandort Schweiz für in- und ausländische Stiftungen attraktiv halten, allenfalls noch attraktiver gestalten. Ihre Kommission für Wirtschaft und Abgaben hat diese Motion vorgeprüft, und Sie beantragt, sie in etwas geänderter Form anzunehmen. Der Bundesrat beantragt Ihnen die Annahme der Motion.

Das offene Stiftungsrecht des Zivilgesetzbuches und die Möglichkeit der Steuerbefreiung von gemeinnützigen Stiftungen gehören sicher zu den Hauptgründen für die Beliebtheit des schweizerischen Stiftungsstandortes und der Stiftung in der Schweiz. Dennoch ist es wichtig, dass wir den Anschluss nicht verlieren. Die Entwicklung im Ausland geht auch im Stiftungsrecht weiter. Es muss uns ein Anliegen sein, den Stiftungsstandort Schweiz attraktiv zu erhalten.

Ich habe im Ständerat bereits ausgeführt, dass wir aufgefordert sind, das Potenzial von Stiftungen durch entsprechende Anpassungen der Rechtsgrundlagen nachhaltig zu verbessern. Die letzte Stiftungsrechtsrevision, das wissen Sie alle, hat grossen Anklang gefunden, und sie wird mit Erfolg umgesetzt und gelebt. Trotzdem dürfen wir uns mit dieser Situation nicht zufrieden geben. Es ist wichtig, dass wir die Entwicklung im Stiftungsrecht weiterhin beobachten und auch allfällig notwendige

Verbesserungen machen, um den Stiftungsstandort Schweiz attraktiver zu gestalten. In der EU geht die Entwicklung weiter. Es dürfte angesichts der unterschiedlichen Auffassungen im Steuerrecht in der EU zwar noch einige Jahre dauern, bis das angestrebte Ziel eines europäischen Stiftungsrechts erreicht werden kann. Wir wollen aber mittel- und langfristig die Entwicklung nicht verschlafen, sondern dabei sein. Wir wollen uns weiterbewegen, die Attraktivität weiterhin gewährleisten; und dazu gehören natürlich auch Verbesserungen, es wurde zu Recht gesagt, im fiskalischen Bereich. Wenn Sie die Rahmenbedingungen für Familienstiftungen im Ausland sehen, dann sehen Sie, dass wir hier zumindest nicht ganz wettbewerbsfähig sind. Ihre Kommission hat die Motion von Ständerat Luginbühl in zwei Punkten geändert. Sie möchte, dass gemeinnützigen Stiftungen nicht vorgeschrieben werden kann, eine jährliche Mindestquote an zweckgebundenen Beiträgen auszuschütten; und sie möchte zusätzlich die Zweckmässigkeit der Revision der Stiftungsaufsicht prüfen. Ich kann nicht im Namen des Bundesrates sprechen, weil wir das nicht behandelt haben, aber ich sehe nichts, was dagegen sprechen würde. Auch ich kann mich also damit einverstanden erklären. Ich möchte Ihnen beantragen, die Motion anzunehmen, auch mit den Ergänzungen Ihrer Kommission für Wirtschaft und Abgaben.

Abstimmung - Vote
[\(namentlich - nominatif; Beilage - Annexe 09.3344/3440\)](#)
Für den Antrag der Mehrheit ... 105 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen